



ÉTUDIANTS DU « SUD » EN SUISSE ROMANDE : DE LA PRÉCARITÉ LORS DES ÉTUDES AUX RISQUES DE *BRAIN WASTE* DANS LE CADRE DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

[Claudio Bolzman](#), [Ibrahima Guissé](#)

Presses Universitaires de France | « [Journal of international Mobility](#) »

2017/1 N° 5 | pages 133 à 156

ISSN 2296-5165

ISBN 9782130788713

DOI 10.3917/jim.005.0133

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-journal-of-international-mobility-2017-1-page-133.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Étudiants du « Sud » en Suisse romande¹ : de la précarité lors des études aux risques de *brain waste* dans le cadre de la mobilité internationale

Claudio Bolzman* et Ibrahima Guissé**

Résumé

À l'ère de la globalisation, la mobilité internationale des étudiants est considérée comme une valeur importante par les établissements d'éducation supérieure et les gouvernements européens. Différents États cherchent en effet à attirer les « cerveaux » dans leurs établissements d'enseignement supérieur. Le fait d'effectuer une partie ou la totalité des études à l'étranger est perçu comme une opportunité d'accroître le capital humain des étudiants et leur employabilité sur un marché du travail international devenu plus concurrentiel et flexible. Toutefois, lorsque l'on observe la situation de la majorité des étudiants en provenance des pays africains et latino-américains dans les États européens, on constate une précarisation de leurs conditions de vie pendant les années de formation, ceci tant sur le plan du statut juridique que sur le plan socioéconomique, ce qui peut avoir des effets sur leur rendement académique. De plus, certains États n'autorisent pas ou limitent l'accès à l'emploi de ces étudiants une fois leur formation achevée. Ils ne peuvent souvent pas non plus trouver un travail en lien avec leur diplôme dans leur pays d'origine. Ainsi, plutôt que l'accroissement de leur employabilité, on observerait un phénomène de gaspillage de cerveaux ou alors une mobilité plus ou moins contrainte vers des États tiers, notamment d'Amérique du Nord ou d'Océanie, où les

* Docteur en sociologie, professeur à la Haute école de travail social (Genève) de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), et chargé de cours au Département de sociologie de l'Université de Genève (Suisse). Contact : Claudio.Bolzman@hesge.ch

** Docteur en sociologie et chercheur associé à l'Institut de recherches sociologiques au Département de sociologie de l'université de Genève (Suisse). Contact : ibrahima.guisse@gmail.com

1 Il s'agit notamment de la partie de la Suisse romande que l'on appelle l'Arc lémanique, à savoir la région qui borde le Lac Léman au sud de sa rive et est composée de la République et Canton de Genève, du Canton du Valais et du Canton du Vaud.

risques de déqualification sont aussi bien présents. En contrepoint des rapports Nord-Sud, souvent envisagés en termes de « brain drain » ou de « brain gain », cet article s'interroge sur l'émergence d'un troisième processus, le « brain waste ».

Le matériel empirique est composé d'entretiens qualitatifs avec 64 étudiants interviewés dans une première phase, puis dans une deuxième phase, avec 22 diplômés de la HES-SO originaires de l'Afrique et de l'Amérique latine et ayant suivi principalement les filières de santé et des ingénieurs des Cantons de Genève et de Vaud qui sont celles qui accueillent le plus grand nombre d'étudiants étrangers.

Mots clés : *étudiants africains, latino-américains, Suisse, précarité, employabilité, mobilité internationale, brain waste.*

Abstract

Students from the Southern countries in French-speaking Switzerland: From precariousness during their studies to the risk of brain waste in a context of international mobility.

In a globalized world, international student mobility is highly valued by higher education institutions and European governments. Different states indeed seek to attract “brains” in their higher education institutions. Going abroad to study, part or all of a curriculum, is seen as an opportunity to increase students’ human capital and employability in a more competitive and flexible international labor market. When we look at the situation of most students from African and Latin American countries in European states, their living conditions are, however, precarious during their years of study, both in terms of legal status and socio-economic conditions, which may have an impact on their academic performance. Moreover, some countries do not allow or restrict access to employment for these students once they have completed their studies. Quite often, they cannot find a job related to their degree in their country of origin either. Thus, rather than an increase in their employability, we observe a phenomenon of brain waste or another mobility, more or less imposed, towards other countries, especially in North America or Oceania, where the risks of de-skilling are real. As a counterpoint to the North-South relations, often considered in terms of “brain drain” or “brain gain,” this article examines the emergence of a third process, the “brain waste.”

The empirical data originates from 64 students’ qualitative interviews followed, in a second phase, by 22 interviews from HES-SO (University of Applied Sciences and Arts—Western Switzerland) graduates from Africa and Latin America who followed health and engineering studies in the Cantons of Geneva and Vaud, which host the largest number of foreign students.

Keywords: *African and Latin-American students, Switzerland, precariousness, employability, international mobility, brain waste.*

Introduction : Un contexte international favorable à la mobilité des étudiants du Sud

Lors de ces dernières décennies, l'intérêt des États européens pour les « migrants qualifiés » s'est accru. Des pays comme l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni ou la Suisse ciblent une migration, composée des personnes avec des formations de niveau tertiaire et spécialisées dans des domaines, tels que la santé ou l'informatique (Bolzman, 2007). Il en va de même pour la mobilité des étudiants. Différents États cherchent à attirer les « cerveaux » étrangers en devenir dans leurs établissements d'enseignement supérieur.

La mobilité internationale des étudiants est encouragée par plusieurs processus, parmi lesquels on peut mentionner notamment la dynamique de la globalisation, à savoir l'élargissement, l'approfondissement et l'accélération de l'interconnexion mondiale dans tous les aspects de la vie sociale, y compris celui de la circulation des personnes (Held et McGrew, 2000).

Dans ce nouveau contexte, les espaces sociaux s'articulent différemment aux espaces géographiques (Brenner, 1999). En particulier, les parcours de vie d'un nombre croissant de personnes sont construits concrètement à travers des espaces sociaux qui traversent les frontières nationales. La mobilité géographique transnationale leur apparaît comme une alternative « normale » et viable de leur existence, dans des espaces à construire et de plus en plus « fluides » (Urry, 2000). Ainsi, leurs carrières ne se déroulent plus nécessairement dans l'espace d'un seul État, mais comprennent des passages, notamment de formation, dans plusieurs espaces géographiques. De plus, la mobilité transnationale de formation peut constituer une occasion de découvrir et de se confronter à de nouvelles cultures et d'acquérir ainsi des compétences interculturelles pouvant renforcer encore l'aptitude à la mobilité mentale, sociale et géographique (Perez et Bolzman, 2002; Gohard-Radenkovic, 1999, 2000; Gohard-Radenkovic et Veillette, 2015).

L'encouragement à la mobilité des étudiants est également accentué par la valorisation de la doctrine du capital humain qui considère, d'un point de vue sociétal, que l'investissement dans l'enseignement et l'acquisition des compétences est un facteur aussi important pour la croissance économique que l'investissement dans des équipements matériels (Papatsiba, 2003; Dzamdzhieva, 2004). Du point de vue des individus, l'investissement dans son propre capital humain devrait favoriser l'employabilité, à savoir « la

capacité dont les personnes doivent être dotées pour que l'on fasse appel à elles sur des projets. Le passage d'un projet à l'autre est l'occasion de faire grandir son employabilité » (Boltanski et Chiapello, 1999).

Ainsi, l'individu devrait devenir en quelque sorte un entrepreneur de son employabilité, chargé d'accumuler du capital humain, sous forme de compétences qu'il doit entretenir constamment et faire fructifier. Les expériences transnationales de formation peuvent favoriser l'acquisition et la valorisation de ce capital humain ultérieurement sur un marché du travail devenu de plus en plus compétitif.

Du côté de l'enseignement supérieur, on observe également des transformations qui amènent à une internationalisation de l'éducation et à une concurrence accrue entre les universités pour attirer des étudiants du monde entier (Carton *et al.*, 2003). Dans de nombreux États, les modifications des modes de subventionnement, des universités en fonction du nombre d'étudiants, poussent celles-ci à accroître le nombre de ceux-ci, y compris de l'étranger. Par ailleurs, l'importance prise par les classements internationaux des universités, dans lesquels le degré d'internationalisation des enseignants et des étudiants constitue également une dimension qui compte, encourage les établissements supérieurs, pour des raisons de notoriété, à valoriser la présence des étudiants venus d'ailleurs.

Du côté des pays en développement, on observe une élévation générale de l'accès à la formation obligatoire, tant au niveau primaire que secondaire. Cette élévation entraîne un accroissement de la demande d'éducation supérieure à laquelle ces pays ne peuvent pourtant pas faire face de manière adéquate faute des moyens nécessaires (Gaillard et Gaillard, 1999). Cependant, dans un monde globalisé, l'acquisition d'une formation tertiaire constitue, aux yeux de nombreux jeunes du « Sud », un atout indispensable afin de disposer de meilleures chances d'insertion dans la vie professionnelle, ce qui les pousse à s'expatrier pour poursuivre leurs études (Guissé et Bolzman, 2015).

Dans un contexte de relations asymétriques entre des sociétés « en développement » qui ont entretenu par le passé des relations de type colonial avec les sociétés industrialisées et qui ont aujourd'hui des relations de dépendance avec celles-ci, c'est-à-dire des « relations de subordination entre nations formellement indépendantes » (Marini, 1972 : 37), pour de nombreux étudiants du « Sud », un diplôme a encore plus de valeur s'il est délivré par un établissement du supérieur d'un pays occidental. Dans la

perspective d'accroître leur capital humain, une partie de ces étudiants est incitée à poursuivre leurs études en Europe ou en Amérique du Nord.

La Suisse est un des pays de destination pour des étudiants qui ont terminé au moins leurs études secondaires à l'étranger, et qui souhaitent poursuivre des études supérieures. Tous les étudiants étrangers représentaient 11 % des 150 000 nouvelles entrées en Suisse en 2012 (ODM, 2013). En 2009, ces étudiants internationaux représentaient 21 % de tous les étudiants dans les universités, et 10 % dans les Hautes écoles spécialisées (HES)².

1. Une recherche qualitative sur les trajectoires des étudiants du Sud en Suisse romande

Cet article se centre plus particulièrement sur les effets de la mobilité internationale pour des étudiants, puis diplômés, africains et latino-américains venus étudier en Suisse dans les années 2000, à partir d'une recherche qualitative menée en deux phases (2006-2009 et 2012-2013) à la Haute école de Travail social de Genève³. Dans le cadre de cet article, nous avons fait le choix de traiter en effet d'un « Sud » que nous désignons pluriel, qui recouvre à la fois l'Afrique et l'Amérique latine⁴. Le trait commun de ces étudiants, outre leur origine « étrangère », et les difficultés sociales et professionnelles liées à leur statut juridique d'étrangers d'une catégorie particulière, est leur appartenance à ce que les autorités politiques suisses ont défini comme le « Cercle extérieur », c'est-à-dire à des aires géographiques où la Suisse ne recrute qu'exceptionnellement de la main d'œuvre. Autrement dit, il serait très difficile pour eux d'avoir un autre statut juridique légitime en Suisse que celui d'étudiants. Cette situation les distingue clairement des étudiants européens.

2 Les Hautes écoles spécialisées (HES) sont des universités professionnelles. Elles existent aussi en Allemagne et en Belgique par exemple. Elles délivrent principalement des diplômes de Bachelor et aussi de Master.

3 Il s'agit des deux projets suivants financés par le Fonds stratégique de la HES-SO : « Les étudiants du Sud dans la HES-SO : quels risques de précarisation ? (2006-2009) », « Formation, mobilité et employabilité des étudiants étrangers. Enjeux et défis de l'internationalité de la HES-SO » (2012-2013).

4 Le nombre d'étudiants asiatiques dans la HES-SO était plus faible au moment de la première enquête. Pour cette raison, ils ne sont pas inclus dans l'échantillon.

Une telle problématique, orientée de façon spécifique sur les étudiants originaires du Sud ayant fait toute leur scolarité à l'étranger n'a guère été abordée en Suisse, à l'exception des travaux d'Alessandra Keller-Gerber (2009 ; 2010) sur la mobilité des étudiants africains qui ont obtenu un diplôme dans ce pays et qui souhaitent y rester après leurs études. Notre article prend en considération l'impact des contextes d'origine et de résidence sur des migrants en voie de qualification et amène à s'interroger sur la manière dont est utilisé le capital humain dont sont porteurs ces étudiants, une fois leurs études achevées. Il s'agit plus concrètement d'analyser d'une part l'influence d'une double précarité de conditions de vie et de statut juridique des étudiants étrangers⁵, sur leurs parcours de formation, d'autre part d'étudier les effets de cette double précarité une fois leurs études achevées.

Cette recherche, sous la forme d'une enquête qualitative, avait pour objectif de contribuer à une meilleure connaissance des processus de fragilisation des trajectoires des étudiants africains et latino-américains en Suisse romande, et notamment dans les cantons de Genève et de Vaud. L'étude est centrée principalement sur les étudiants suivant une formation dans la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO). Il s'agit d'une institution d'enseignement assez récente, puisqu'elle a été créée dans les années 1990.

Soixante-quatre étudiants suivant principalement une formation dans les domaines de la santé et de l'ingénierie, qui sont ceux qui accueillent le plus grand nombre d'étudiants étrangers, ont été interviewés dans une première phase menée entre 2006 et 2009. L'échantillon est composé de 30 femmes et 34 hommes. Le nombre total des étudiants africains enquêtés s'élève à 47, tandis que celui des Latino-américains est de 17 étudiants⁶.

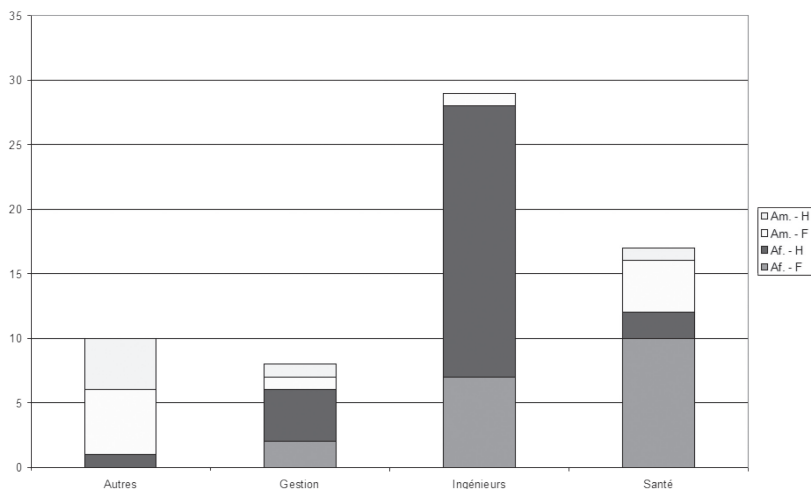
5 La précarité juridique des migrants se caractérise par un statut légal considéré comme provisoire et conditionnel (Bolzman, 2016). Cela correspond bien en effet à la définition que donne Annette Langevin (1997) de la précarité. Selon cette auteure, « la précarité, c'est le propre de ce qui s'exerce grâce à une autorisation révocable et dont l'avenir et la durée ne sont pas assurés ». D'après elle, les formes d'instabilité de la précarité sont imposées. Il s'agit en fait d'une instabilité structurelle produite dans la sphère de la régulation étatique, qui induit des conséquences sociales concrètes pour les individus qui expérimentent cette instabilité (Fibbi et al., 1999).

6 Cette différence s'explique par le fait que les étudiants africains sont bien plus nombreux que les Latino-américains dans la HES-SO.

Les étudiants africains interviewés proviennent principalement du Cameroun, du Sénégal et des pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie). Quant aux Latino-américains, ils sont principalement originaires du Brésil, de la Colombie et du Pérou. Parmi les étudiants latino-américains interrogés, il y a plus de filles que de garçons, soit 11 sur 17 enquêtés. Par contre, pour les 47 étudiants africains interviewés, il y a 28 hommes et 19 femmes. Le total des enquêtés africains et latino-américains dans les filières santé et ingénierie est de 47 étudiants, avec un nombre considérable de femmes dans le domaine de la santé, 14 étudiantes sur 17, et aussi une présence plus forte des hommes dans le domaine de l'ingénierie, 22 étudiants sur 29, ce qui n'est guère étonnant, étant donné le caractère fortement genré de ces domaines d'activité. Les interviews ont porté sur les thèmes suivants : les motifs de leurs études en Suisse, leurs conditions de vie et de séjour pendant leur formation, leurs perspectives professionnelles après la fin de leur formation.

Le graphique ci-dessous (fig.1) rend compte de la composition de l'échantillon par sexe, origine et filière d'études.

Figure 1 : Répartition des étudiants du Sud par région d'origine, sexe et domaine d'études



Nous avons également suivi, dans une deuxième phase entre 2012 et 2013, un échantillon plus restreint de 22 diplômés d'une filière de la santé ou de l'ingénierie. Il s'agissait d'analyser principalement comment s'est passée leur insertion sur le marché du travail. Parmi ces 22 diplômés, 13 résidaient en Suisse et 9 à l'étranger. Ces derniers ont été interviewés *via* Skype. 15 interviewés sont originaires d'Afrique et 7 d'Amérique latine, 14 sont des hommes et 8 des femmes.

Une partie des 22 diplômés (9) avaient déjà été interviewés lors de la première phase, car leur diplôme était plus ancien. 13 parmi eux sont en revanche des diplômés plus récents (de 2011) et n'ont donc pas répondu à la première enquête. La recherche est donc uniquement en partie longitudinale.

Les citations des trois sections qui suivent correspondent à des étudiants interviewés en 2006-2009. En revanche les citations autour de la section « employabilité et mobilité » sont tirées à la fois des entretiens de 2006-2009 et des entretiens menés en 2012-2013. Le tableau 1 présente le profil des étudiants et diplômés cités dans l'article par ordre de parution.

Tableau 1 : Caractéristiques des étudiants et des diplômés cités dans l'article

Sexe et situation	Nationalité	Âge lors de l'enquête	Type de Haute école et année d'études	Moment de l'entretien
Étudiant	Tunisien	27	3 ^e année ingénierie	Phase 2006-2009
Étudiant	Camerounais	25	4 ^e année ingénierie	Phase 2006-2009
Étudiante	Camerounaise	23	3 ^e année gestion	Phase 2006-2009
Étudiant	Guinéen	23	2 ^e année ingénierie	Phase 2006-2009
Étudiant	Colombien	24	2 ^e année ingénierie	Phase 2006-2009
Étudiant	Sénégalais	22	2 ^e année gestion	Phase 2006-2009
Étudiant	Guinéen	24	3 ^e année ingénierie	Phase 2006-2009
Étudiante	Guinéenne	23	2 ^e année ingénierie	Phase 2006-2009
Étudiante	Péruvienne	21	3 ^e année santé	Phase 2006-2009
Étudiante	Camerounaise	22	3 ^e année art et design	Phase 2006-2009
Étudiante	Péruvienne	21	3 ^e année santé	Phase 2006-2009
Étudiante	Congolaise	21	2 ^e année santé	Phase 2006-2009
Étudiante	Camerounaise	22	2 ^e année santé	Phase 2006-2009

Sexe et situation	Nationalité	Âge lors de l'enquête	Type de Haute école et année d'études	Moment de l'entretien
Étudiant	Guinéen	23	2 ^e année ingénierie	Phase 2006-2009
Étudiant	Congolais	22	2 ^e année gestion	Phase 2006-2009
Étudiant	Ivoirien	25	3 ^e année ingénierie	Phase 2006-2009
Étudiante	Colombienne	23	3 ^e année santé	Phase 2006-2009
Diplômé	Marocain	28	ingénierie	Phase 2011-2012
Diplômé	Camerounais	26	gestion	Phase 2011-2012
Diplômée	Congolaise	24	santé	Phase 2011-2012
Diplômée	Colombienne	23	santé	Phase 2011-2012

Les citations n'ont pas été choisies au hasard, mais elles correspondent à des tendances fortes qui se dégagent de l'analyse de contenu des entretiens. Le nombre élevé d'entretiens biographiques réalisés nous a permis d'atteindre progressivement une forme de « saturation de l'information » (Bertaux, 1980) et de reconstituer les principales trajectoires de formation, d'emploi et de mobilité géographique de ces étudiants étrangers.

2. La formation en Suisse : un parcours semé d'obstacles

La grande majorité des étudiants interviewés sont issus des catégories socioprofessionnelles supérieures (60 %) et moyennes (38 %) dans leur pays d'origine. Pour les étudiants issus des catégories les plus modestes, les études en Suisse sont pratiquement hors de portée du point de vue financier⁷. Les étudiants en ingénierie sont en grande majorité des hommes. Ils avaient déjà obtenu une licence dans leur pays d'origine ou avaient réalisé au moins deux ans d'études universitaires. Les étudiants dans le domaine de la santé sont en majorité des femmes et avaient plus rarement déjà terminé un diplôme universitaire.

⁷ Une garantie de moyens de subsistance est exigée des étudiants étrangers par le Service d'immigration ou la Police des étrangers (dénominations différentes selon les cantons). Celle-ci varie de 15 000 à 20 000 francs suisses selon le canton.

Si par le passé, suite à la décolonisation, nombre de jeunes étaient envoyés par leur État d'origine étudier en Europe, afin de contribuer à la formation de nouvelles élites dont le pays avait besoin, et disposaient donc d'une bourse d'études, aujourd'hui ces étudiants migrent de leur propre initiative et avec leurs propres moyens. Le projet de formation devient ainsi un projet individuel qui se détache d'un projet sociétal plus large. La plupart de ces étudiants espéraient que leurs études en Suisse augmenteraient leurs chances d'employabilité, dans un contexte national et international devenu plus difficile et plus concurrentiel. Comme l'indique cet étudiant tunisien en ingénierie : *« Moi, j'ai fini mes études là-bas en Tunisie, je faisais physique électronique, plutôt option électronique. Puis, vous savez le problème de chômage [...], j'ai galéré pendant trois ans, puis voilà, j'ai décidé de partir ailleurs, de faire d'autres études [...], ce n'est pas facile dans le domaine où j'étais, le domaine de la physique, on a vraiment du chômage quoi »* (étudiant tunisien, 3^e année, Haute école d'ingénieurs).

Même si les motivations sont fort variées, trois facteurs principaux ont favorisé le choix effectué par les étudiants étrangers de venir en Suisse romande : l'utilisation du français pour les Africains des pays francophones, l'existence d'un réseau de relations sur place et la rapidité des réponses positives de la part des Hautes écoles helvétiques.

Toutefois, l'acceptation de leur dossier par une Haute école ne constitue pas la garantie de pouvoir entamer ou continuer leurs études supérieures dans le pays choisi. En effet, la plupart des étudiants africains et latino-américains ont besoin d'un visa pour pouvoir séjourner en Suisse, ce qui est loin d'être facile et peut poser des problèmes en lien avec le rythme académique, comme l'explique cet étudiant camerounais en ingénierie qui s'est vu fortement désavantagé dans ses études : *« J'ai eu un visa pour rentrer en Suisse pour faire les examens à l'EPFL. Malheureusement, quand je suis arrivé, les dates d'examen étaient passées, car le visa a été donné tard. C'est là où les ennuis ont commencé, jusqu'à aujourd'hui, c'est toujours la merde. Pour l'obtention du visa, ils disent 12 semaines, mais après ça fait 16, 20 et après, ils le donnent quand ils veulent »* (étudiant camerounais, 4^e année, Haute école d'ingénieurs).

De plus, les étudiants doivent prouver qu'ils ont les moyens financiers de vivre pendant une longue période dans ce pays sans travailler et sans avoir recours à une aide économique pour obtenir une autorisation de séjour

pour étudiant. Vu la quasi inexistence de bourses au niveau du Bachelor, cette condition introduit une forte sélection sociale des étudiants potentiels du Sud, car ce ne sont pas forcément ceux qui disposent des meilleurs résultats académiques qui peuvent poursuivre leur carrière en Suisse, mais plutôt ceux dont la famille ou le réseau social plus large ont les moyens de les soutenir et de réunir les preuves exigées par les autorités de la Police des étrangers (*cf. supra*).

3. Précarité et exigences administratives : un chemin étroit

Même les étudiants qui parviennent à obtenir le précieux permis de séjour n'ont pas tous, loin s'en faut, une situation économique leur permettant de mener dans de bonnes conditions matérielles leurs études (Guissé et Bolzman, 2015). En effet, dans les villes suisses comme Genève ou Lausanne le coût de la vie est élevé et la pénurie du logement ne rend pas facile la possibilité de trouver une chambre à des prix abordables pour l'ensemble des étudiants, y compris les nationaux. Diverses études ont mis en évidence une précarisation de la condition étudiante en Suisse, avec un nombre croissant d'étudiants qui doivent travailler pour subsister pendant leur formation (OFS, 2005 ; Stassen *et al.* 2005). Les étudiants du Sud ne constituent pas une exception à cette situation. Le budget mensuel à disposition des étudiants interrogés est en moyenne de 1500 francs. Pas suffisant pour vivre dans un pays où la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) estime le seuil de pauvreté (besoins de base tels que nourriture, vêtements, transports, communication, loyer, primes d'assurance-maladie) à 2 480 francs. Quant à une enquête menée à l'université de Genève, elle estime à environ 2 000 francs le montant nécessaire avec lesquels un étudiant devrait pouvoir couvrir les frais mensuels de son séjour en Suisse (Stassen *et al.*, 2005). Pas étonnant donc que la grande majorité des étudiants interrogés répondent que leur situation financière n'est pas satisfaisante.

En ce qui concerne les conditions de logement, certains étudiants, notamment ceux de la santé, ont plus de chances de trouver une chambre en foyer, souvent près de leur lieu d'études. Les étudiants d'autres filières n'ont pas cette chance et épluchent les petites annonces en vue d'un appartement indépendant, souvent à partager en colocation : « *Bon le loyer, ce n'est pas ça, mais je n'avais pas le choix, autrement j'allais dormir dehors, j'ai dû le prendre quand même* » (Étudiante camerounaise, 3^e année, Haute école de gestion).

Ils fournissent ainsi beaucoup d'efforts pour se retrouver dans un environnement souvent peu favorable à une vie d'étudiant (nuisances sonores, éloignement géographique). La discrimination est également évoquée dans la recherche de logement par voies formelles : « *Parfois avec l'accent seulement, ils peuvent te raccrocher au nez. Même si on te dit de venir visiter, parce que tu es noir, on dit que c'est déjà pris. Alors qu'il t'a dit de venir voir* » (Étudiant guinéen, 2^e année, Haute école d'ingénieurs).

Comme les autres étudiants étrangers, les Africains et Latino-américains sont autorisés à exercer une activité lucrative jusqu'à 15 heures par semaine⁸. Mais, du fait de leur insertion plus récente dans le tissu social helvétique et de la priorité donnée à la main d'œuvre locale et européenne, souvent les travaux auxquels ils ont accès sont d'une pénibilité plus grande que ceux trouvés par les étudiants nationaux ou européens : horaires irréguliers ou atypiques, intensité physique des tâches, etc. Des exemples d'emplois cités par les étudiants sont : veille de nuit dans des maisons de retraite ou des foyers éducatifs, fret à l'aéroport le week-end, nettoyage les soirs de la semaine, travail dans un Fast Food ou dans un supermarché, hôtellerie. Beaucoup de ces travaux sont peu rémunérés et le lien avec la formation suivie est, sauf exception, inexistant.

La précarité des conditions de logement et/ou de travail peut avoir des effets sur le rendement académique. L'absentéisme à certains cours ainsi qu'une fatigue chronique nuisant au temps consacré à la révision en sont les symptômes les plus évidents : « *Je me réveillais à 5 heures. Je faisais 6 heures à 8 heures, je commençais à 8h10. Je me suis dit que ça n'allait pas, j'arrivais toujours en retard. Ce n'est pas que j'étais fatigué mais j'arrivais en*

8 Les étudiants sont autorisés à travailler à plein temps, mais uniquement pendant les vacances universitaires.

retard. Je pense que ce n'est pas compatible avec les horaires d'études mais bon... » (étudiant colombien, 2^e année, Haute école d'ingénieurs).

Ce problème touche de nombreux étudiants, mais il a des effets particuliers sur les étudiants étrangers et en particulier sur ceux qui ne sont pas originaires de l'UE⁹. En effet, le renouvellement de leur autorisation de séjour annuelle est conditionné à leur rendement académique. Comme le signale cet étudiant en gestion venant du Sénégal : « *Ils insinuent que tu dois avoir ton diplôme à telle date, donc on ne va pas entrer en matière pour renouveler ton permis* » (étudiant sénégalais 2^e année, Haute école de gestion).

Un étudiant qui redouble son année risque alors un blocage de la prolongation de son permis. Le renouvellement du permis de séjour est en effet une épée de Damoclès au-dessus de la tête des étudiants étrangers en Suisse qui doivent prouver chaque année le bon déroulement de leur cursus.

De plus, la procédure de recours est très coûteuse et les frais d'avocats sont très souvent hors de portée des budgets de la plupart des étudiants interrogés. Nous avons ainsi rencontré des étudiants qui continuent leur formation sans permis, ce qui a pour conséquence une limitation dans la possibilité d'obtenir un travail autorisé ou de prolonger un contrat de travail, des difficultés pour louer un logement, pour souscrire ou renouveler un abonnement téléphonique, l'impossibilité de voyager à l'étranger, une crainte de se faire contrôler dans la rue, etc. C'est le cas de cet étudiant de Guinée qui est resté environ deux ans sans papiers tout en suivant les cours de l'École d'ingénieurs : « *Chaque fois qu'il y avait quelque chose, il fallait que je parte les revoir (les autorités de l'immigration) pour qu'ils me donnent une lettre, une attestation ou quelque chose comme ça* ». Durant cette période, il ne pouvait pas quitter la Suisse et donc ne pouvait pas rendre visite à sa famille en Guinée : « *Je ne suis pas allé avant c'est à cause du permis, parce que pour partir quelque part, il faut un permis* ». Dans ce cas d'absence de permis la précarité économique et la précarité juridique se renforcent réciproquement.

9 Les étudiants de l'UE subissent les mêmes pressions, mais ils sont moins contrôlés car ils bénéficient de la libre circulation. De plus, s'ils étudient près de la frontière, ils peuvent déménager en France voisine et poursuivre leurs études sans trop de difficultés administratives.

Le système administratif ne considère pas non plus d'un bon œil les éventuels souhaits de réorientation de certains étudiants qui désirent changer de carrière en cours de route. En effet, l'autorisation de séjour est accordée pour étudier dans un domaine spécifique et toute demande de changement nécessite une autorisation de la police des étrangers. Or, les autorités de l'immigration sont réticentes à octroyer les autorisations, car elles craignent que ces changements ne soient un prétexte pour prolonger le séjour en Suisse. Comme en témoigne cette étudiante de Guinée : « *C'était pénible pour moi parce qu'ils m'ont dit de partir alors j'ai fait un recours, j'ai pris un avocat que je paye très cher. J'ai payé 2 000 francs¹⁰. Eux, ils voulaient que je rentre chez moi, ils disaient que je n'avais pas le droit de changer, je ne dois pas changer la filière, j'ai dit que je voulais faire l'informatique et que je n'ai pas demandé de faire l'école d'infirmières. Alors j'ai fait le recours, ils m'ont demandé plein de documents et ça a duré plus d'une année* » (étudiante guinéenne, 2^e année, Haute école d'ingénieurs). Plus la demande de changement de filière intervient tard dans le parcours de formation, par exemple après deux ans d'études, et plus les chances d'obtenir le renouvellement de l'autorisation de séjour sera difficile. En tout cas, il s'agit d'une autre forme de blocage de la mobilité estudiantine qui parfois a aussi pour effet un accroissement de la précarité juridique des personnes concernées.

4. Enjeux interculturels et discrimination

Aux obstacles administratifs et financiers, il faut ajouter des problématiques relatives à l'organisation même des Hautes écoles. En effet, les étudiants africains ou latino-américains ne sont pas toujours bien informés sur les réalités qu'ils vont rencontrer en Suisse, ils ne connaissent pas nécessairement les programmes d'enseignement ni les méthodes d'apprentissage dans les pays du Nord. Or, rares sont les Hautes écoles disposant d'un système d'accueil et d'information permettant aux étudiants du Sud de trouver des interlocuteurs qui leur permettent de se familiariser avec les spécificités du

¹⁰ Environ 1800 Euros

système de formation et des modalités de formation tertiaire en Suisse¹¹. Comme le dit cette étudiante du Pérou : « *En Suisse, j'ai l'impression que l'information est cachée, qu'on nous cache ce à quoi on a le droit. On n'explique rien* » (étudiante péruvienne, 3^e année, Haute école de santé).

Ce contexte peut favoriser le renforcement du « stress d'acculturation » (Berry, 1998) ou du « choc culturel » (Murphy-Lejeune, 2000), présent dans toute situation migratoire. Pour Adler (1975), ce « choc culturel » est à interpréter comme « une expérience d'anxiété qui est provoquée par un manque de compréhension de ce qui est perçu normalement, des symboles et des repères d'interaction sociale ». Ainsi, nombreux étudiants ressentent de la solitude, des difficultés relationnelles. Comme l'exprime cette étudiante camerounaise : « *Se retrouver dans le studio avec un temps horrible alors que chez moi il y avait de l'espace, beaucoup de monde, c'est une grande famille, là il y avait personne, presque la déprime, l'envie de rentrer...* » (étudiante camerounaise 3^e année, Haute école d'art et design). Certains se montrent critiques de certains modes de fonctionnement observés dans la société suisse : « *Ici les personnes sont très individualistes, c'est chacun pour soi. Au Pérou, les voisins, quand ils ont un problème, on essaie de l'aider. Ici, le voisin est en train de mourir, tu le laisses mourir, c'est son problème* » (étudiante péruvienne, 3^e année, Haute école de santé).

Par ailleurs, les étudiants sont soumis à des pressions particulièrement fortes pour s'adapter à leur nouvel environnement et fournir dans des délais très courts un rendement académique élevé : « *J'ai dû m'adapter au rythme déjà qui est plus soutenu et à la façon de transmettre les cours, la façon d'évaluer, ce n'est pas la même chose qu'en Afrique* » (étudiante congolaise, 2^e année, Haute école de santé).

De plus, dans toute situation migratoire, des malentendus interculturels peuvent surgir qui, dans le cas des étudiants, ont une influence sur leurs performances académiques. Une recherche sur les étudiants africains dans les domaines de la santé et du travail social met en évidence les nombreux blocages dans le processus d'apprentissage qui résultent de malentendus entre les enseignants et ces étudiants, ou entre étudiants de différentes origines

11 Cette situation était plus prononcée au milieu des années 2000 à la HES-SO qui n'avait pas encore beaucoup d'expérience dans l'accueil des étudiants internationaux. Les choses se sont améliorées par la suite.

(Graber *et al.*, 2007). Par ailleurs, les enseignants ne sont pas sensibilisés à la présence des étudiants avec d'autres modes d'apprentissage et des préjugés et des stéréotypes de la part de certains professeurs amènent une partie des étudiants du Sud à considérer qu'ils sont victimes de discrimination ou de racisme, comme en témoignent ces récits provenant d'une étudiante en santé et d'un autre en ingénierie : « *Même pendant le cours, tu lèves la main mais comme tu es black, on te demande pas et aussi au tutorial, tu donnes la réponse, la réponse elle est juste, mais comme elle est sortie de la bouche d'un noir, il faut que ça soit quelqu'un d'autre qui dise la même chose pour qu'on accepte la réponse* » (étudiante camerounaise, 2^e année, Haute école de santé) ; « *Il y a un prof, de CAO, conception quoi, il nous suit individuellement en classe, si tu as un problème tu l'appelles. Et dans le premier semestre, je l'appelais, il venait et dès que quelqu'un d'autre l'appelait, il allait vers lui sans s'occuper de moi et après un autre étudiant lui a demandé pourquoi il a fait ça, il a répondu "Laisse le, c'est des Africains, c'est des fainéants, ce n'est pas pour rien qu'ils ont été colonisés"* » (Étudiant guinéen, 2^e année, Haute école d'ingénieurs).

Le racisme au sein même des écoles n'est pas observé exclusivement par les étudiants. Une responsable des admissions en témoigne : « *J'ai dû intervenir quelquefois pour des histoires de racisme de la part de certains enseignants qui ont fait des remarques déplacées, notamment à des étudiants africains. Là on a mis quelque chose en route qui est remonté jusqu'à la direction parce que là c'était grave. Comment ça s'est réglé ? Par un rappel à l'ordre des enseignants concernés* » (Haute école d'ingénieurs).

On le voit, les étudiants du Sud doivent franchir différents types d'obstacles afin de réussir leur parcours de formation. Ils sont confrontés à une double précarité : à la fois juridique et économique. Les conditions d'études sont loin d'être idéales, mais ils sont soumis à l'obligation de réussite à chaque étape de leur parcours, sous peine de devoir interrompre leur projet et de se retrouver à mi-chemin qui mène nulle part.

Toutefois, cela ne signifie pas qu'ils vivent ces conditions de manière nécessairement négative. Un étudiant africain résume l'importance des ressources symboliques pour faire face aux contraintes multiples : « *Nous avons beaucoup de pression sur nous, nous savons que nous n'avons pas le droit d'échouer, nous n'avons pas le droit à l'erreur, mais cela nous booste, de l'autre côté cela nous stimule* » (étudiant congolais, 2^e année, Haute école de gestion).

5. Mobilité et employabilité : risques de « brain waste » ?

D'après la doctrine du capital humain, l'acquisition d'un diplôme d'études supérieures devrait faciliter la mobilité et l'employabilité des étudiants. Les diplômés devraient avoir davantage de choix, soit en termes de poursuite de leur formation, soit encore quant à l'endroit où ils souhaitent exercer leur profession.

Parmi nos interviewés, une bonne partie des étudiants, notamment dans le domaine de la santé, souhaitent poursuivre une formation en Suisse après l'acquisition du diplôme de Bachelor. La mise en œuvre d'une formation post-grade se heurte cependant aux obstacles juridiques et/ou administratifs pour prolonger le permis de séjour. En effet, l'étudiant du Sud qui vient en Suisse n'obtient un permis que pour une formation et un diplôme précis. Dès qu'il veut entreprendre un nouveau diplôme, il doit faire une nouvelle demande de permis, ce qui est loin d'être automatique.

Comme le rappelle cet étudiant de Côte d'Ivoire : « *Je sais par des proches que dès que la formation est terminée et que vous voulez renouveler parce que vous avez de nouvelles ambitions, alors là ça devient un autre problème parce qu'ici on compte le temps que tu fais* » (étudiant ivoirien, 3^e année, Haute école d'ingénieurs). Ou encore cette étudiante de Colombie du domaine de la santé : « *C'est toujours un stress parce qu'ils te disent "Voilà, tu as un permis mais dès que tu finis l'école tu pars". En plus j'ai demandé une permission pour faire une spécialisation après mon diplôme, ils m'ont dit que non, que je devais partir. Dès que vous avez votre diplôme, vous partez ! Peut-être j'ai le droit de rester encore mais je ne sais pas, je ne me suis pas renseignée mais ils sont assez fermés je trouve* » (étudiante colombienne, 3^e année, Haute école de santé).

Quant aux possibilités d'emploi, les perspectives pour les diplômés étrangers ne sont pas non plus très ouvertes. Jusqu'à fin 2010, les étudiants étrangers extra-européens devaient signer une déclaration dans laquelle ils s'engageaient à quitter le territoire suisse dès la fin de leurs études. Suite au lobbying des milieux scientifiques, la loi a été modifiée par le Parlement et, depuis le 1^{er} janvier 2011, il est possible pour les diplômés étrangers des universités suisses de postuler à un emploi pendant une période de six mois après l'obtention de leur diplôme. Ainsi, cinq des treize diplômés de l'année 2011 que nous avons interviewés, ont trouvé du travail et sont

restés en Suisse. Certains ont fait valoir la nouvelle législation auprès de leur employeur pour être recrutés, d'autres ont dû changer de statut migratoire, principalement au moyen du mariage. Les huit autres continuent à vivre dans la précarité ; certains espèrent toujours trouver un travail dans leur domaine en Suisse, d'autres se font à l'idée de partir (cf. ci-dessous). En revanche, les neuf personnes diplômées avant 2011 ont rencontré plus d'obstacles pour trouver du travail et c'est parmi elles que l'on retrouve la grande majorité des départs soit vers un pays tiers, soit vers leur pays d'origine. Cela étant, même avec la nouvelle loi, les diplômés des pays du Sud doivent prouver que leurs qualifications sont rares, voire inexistantes, sur le marché du travail suisse et européen. Autant dire que la majorité des étudiants extra-européens a peu de chances de trouver un emploi en Suisse. S'ils échouent dans leur recherche d'emploi, ils doivent quitter le pays, à moins de trouver d'autres voies pour y rester (comme le mariage avec un-e résident-e par exemple).

La plupart des diplômés du domaine de la santé sont confrontés ainsi à la question du départ. La plupart d'entre eux estiment que leur formation en Suisse les rend plus aptes à travailler dans ce pays que dans leur pays d'origine où ils pourraient être en décalage par rapport aux méthodes d'intervention apprises et aux moyens à disposition. De plus, en Suisse il y a une véritable pénurie de personnel de la santé, notamment infirmières, dans de nombreux services. Pourtant, paradoxalement ces diplômés se heurtent à des obstacles légaux et administratifs pour obtenir un permis de travail.

Pour ce qui est des diplômés qui souhaitent retourner dans leur pays pour exercer leur profession, la réussite de leur projet dépend du type de profession apprise, ainsi que de leur origine sociale. Ainsi, les diplômés qui ont fait des études d'ingénierie, plus âgés, pensent avoir plus de chances de trouver un emploi dans leur pays d'origine. Comme l'affirme ce diplômé du Maroc : « *Avant que je vienne ici, j'avais fait un stage de fin de formation dans une usine là-bas et à chaque fois qu'il y avait une machine qui tombait en panne, ils étaient obligés d'arrêter tout le boulot durant une journée ou deux et d'appeler le technicien qui est en Allemagne. Il faut qu'on lui paye le billet d'avion, l'hôtel et le travail qu'il va faire, il y a une grosse perte de temps. Et le fait d'être moi, là-bas sur place, ça sera plus gagnant pour eux que de faire appel à quelqu'un d'étranger* » (diplômé marocain en ingénierie). Quant aux personnes qui ont étudié dans une profession de la santé,

notamment des femmes, elles estiment que les opportunités pour les diplômées de certaines professions sont trop limitées si l'on ne dispose pas des relations nécessaires pour leur ouvrir certaines portes, ou que la profession apprise n'est guère valorisée sur le marché du travail (salaires trop bas, pas assez de personnel, peu d'accès à l'innovation, modèle suisse de la santé trop différent du modèle du pays d'origine, etc.). De plus, ce sont surtout les étudiants d'origine sociale élevée, les « héritiers », pour reprendre les termes de Bourdieu et Passeron (1966), qui semblent avoir les plus de chances de valoriser leur diplôme sur le marché de l'emploi de leur pays d'origine grâce au capital social dont ils disposent.

Ainsi, un certain nombre de diplômés se trouvent confrontés à un dilemme cornélien : ils n'auront guère de chances d'utiliser leurs compétences sur le marché du travail helvétique, mais ils n'auront pas non plus la possibilité de trouver un emploi correspondant à leurs attentes dans leur pays d'origine. Ils devront alors se tourner vers un pays tiers, en espérant qu'il voudra bien de leurs compétences. Ils développent ainsi des formes de pratiques circulatoires (Guissé, 2010) pour valoriser leurs qualifications. Dès lors, la mobilité transnationale devient à la fois une contrainte et une ressource. Cette dernière option apparaît ainsi comme un nouveau défi pour la grande majorité des interviewés, qui disposent néanmoins d'un « capital de mobilité » (Murphy-Lejeune, 2001), susceptible de leur permettre d'envisager leur avenir dans des nouveaux espaces géographiques. Ce n'est pas nécessairement qu'ils prennent goût à la mobilité, mais ils perçoivent celle-ci comme une ressource qui peut être mobilisée selon les circonstances.

Ainsi, certains interviewés envisagent de tenter leur chance en Amérique du Nord, notamment au Canada, pays réputé plus ouvert aux diplômés : « *Et je pense que si ça ne va pas ici, je pourrais toujours aller au Canada. J'ai plein de camarades qui m'ont dit comme quoi au Canada, ils prennent assez facilement* » (Diplômé camerounais, Haute école de gestion). D'autres évoquent la Belgique, notamment pour des spécialisations, comme en témoigne cette femme venant du Congo : « *Moi, j'aimerais faire une spécialisation en maladies tropicales en Belgique, mais pas de maîtrise ou de doctorat. Pourquoi en Belgique ? Parce qu'il n'y a que là-bas qu'on peut faire ça* » (Diplômée congolaise, Haute école de santé). Quant aux Sud-américains, pour eux l'Espagne représentait l'alternative jusqu'en 2008, mais après la crise ils ont dû s'orienter vers d'autres destinations plus incertaines. Malgré

les obstacles ils restent confiants dans la valeur de leurs diplômes suisses. Comme l'affirme cette interviewée colombienne « *un diplôme d'ici est très bien reconnu* » (Diplômée colombienne, Haute école de santé). Le diplôme suisse reste, en effet, fortement prisé par la grande majorité de nos interviewés : il est en effet souvent perçu comme un certificat prestigieux à valoriser sur le marché international du travail, à défaut de pouvoir le valoriser sur le marché local.

On observe ainsi une situation paradoxale : la Suisse connaît une pénurie importante de personnel dans certains secteurs comme la santé (Merçay *et al.*, 2016), mais la Loi sur les étrangers, malgré son assouplissement, rend encore difficile l'embauche des anciens étudiants originaires du Sud ayant effectué leur formation tertiaire en Suisse ; le pays d'origine de ces étudiants a besoin également du personnel qualifié, mais souvent il n'est pas en mesure d'offrir des emplois valorisés à ces nouveaux diplômés. En outre, diverses recherches mettent en évidence que la valorisation d'un diplôme acquis à l'étranger peut ouvrir les portes d'un pays comme le Canada, mais le risque de déqualification est élevé pour ces nouveaux migrants. En effet, les postes qualifiés sont accessibles en priorité aux diplômés des universités canadiennes et aux personnes disposant déjà d'une expérience de travail « canadienne » (Chicha et Charet, 2008 ; Gohard-Radenkovic, 2013).

Ainsi, ces étudiants du Sud qui font des efforts et des sacrifices importants pour achever une formation de niveau tertiaire risquent de ne pas pouvoir valoriser leur capital scolaire. Le risque est d'être confrontés à un gaspillage important de ressources humaines, tant pour les personnes elles-mêmes et leurs familles qui ont beaucoup investi dans le projet de formation, comme pour leur pays d'origine et la Suisse.

Certes, notre article met en évidence que les situations sont variables selon le type de formation choisie et d'autres facteurs sociaux. Par exemple les ingénieurs semblent avoir plus de chances de retrouver un travail correspondant à leurs qualifications et à leurs attentes dans leur pays d'origine que les infirmières. En outre, certains étudiants ne voient la Suisse que comme une étape dans leur processus de formation et de spécialisation et souhaitent poursuivre leur mobilité géographique afin d'augmenter leur capital humain. D'autres part, une large frange des interviewés, souhaiteraient acquérir des expériences professionnelles dans leur

domaine avant de se lancer des défis supplémentaires, et c'est sur ce point qu'ils rencontrent des blocages importants.

Remarques finales

Le débat traditionnel concernant l'émigration des talents des pays du Sud vers le Nord se posait surtout en termes de pertes pour les pays en développement (*brain drain*) au profit des pays développés (UNCTAD, 1974 ; Bhagwati, 1976). Plus tard, des études ont montré que ce type d'émigration ne comportait pas uniquement des pertes, mais également des gains pour les pays d'origine, en termes de transfert d'argent, de compétences, de technologies (Wickramasekara, 2003 ; Guissé et Bolzman, 2009). On a évoqué ainsi le terme de « *brain gain* ». Lorsqu'on suit les situations des étudiants du Sud, il semble difficile de les situer dans cette dichotomie. En effet, notre recherche permet d'observer que la situation la plus proche des trajectoires vécues par ces diplômés est celle du risque de « gaspillage de cerveaux » (*brain waste*). En fait, malgré les efforts des diplômés extra-européens pour trouver quelque part un emploi correspondant à leurs qualifications, plusieurs d'entre eux sont obligés d'accepter des emplois bien en-dessous de leur niveau de formation : leurs qualifications sont alors socialement gaspillées. Ils se retrouvent ainsi à exercer des emplois qui les maintiennent dans la précarité économique expérimentée pendant leur période de formation universitaire.

Même si nous avons suivi vingt-deux personnes ayant fini leur formation supérieure, la plupart de nos interviewés sont des diplômés récents. Ils commencent donc leur vie professionnelle. Une recherche longitudinale à plus long terme permettrait d'analyser si la précarité et la déqualification observées sont transitoires, ou si elles deviennent structurelles.

Références

- Adler, P.S. (1975). The transitional experience; an alternative view of culture shock. *Journal of Humanistic Psychology*, 15, 13-23.
- Berry, J. (1998). Intercultural relations in plural societies. *Canadian Psychology*, 40, 12-21.
- Bertaux, D. (1980). L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités. *Cahiers internationaux de sociologie*, 69, 200-201.
- Bhagwati, J. (Ed.) (1976). *The Brain Drain and Taxation – Theory and Empirical Analysis*. Amsterdam, North-Holland Publishing Company.
- Boltanski, L. et Chiapello, E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard.
- Bolzman, C. (2007). Travailleurs étrangers sur le marché du travail Suisse : quels modes d'incorporation ? *Journal of International Migration and Integration*, 8(4), 357-373.
- Bolzman, C. (2011). La politique suisse à l'égard des étudiants internationaux : situations et enjeux. *Diversité Canadienne*, 8(5), 85-88.
- Bolzman, C. (2016). Précarité juridique et précarité socio-économique : le cas des personnes admises provisoirement dans le cadre de l'asile. *Pensée Plurielle*, 42(2), 55-66.
- Bourdieu, P. & Passeron, J.-C. (1966). *Les héritiers. Les étudiants et la culture*. Paris, Minuit.
- Brenner, N. (1999). Beyond state-centrism? Space, territoriality and geographical scale in globalization studies. *Theory and Society*, 28, 39-78.
- Carton, M., Lagier, F., Weyer, F. (2003). *Savoir, mondialisation, inégalités, éducation, Rapport secteur Éducation*. Genève, IUED.
- Chicha, M.T. & Charest, E. (2008). L'intégration des immigrés sur le marché du travail à Montréal. *Choix IRPP*, 14(2), 1-62.
- Dzamdzhieva, M. (2004). *Les nouveaux nomades. Les mobilités scientifiques des étudiants bulgares depuis 1989*, Mémoire de DEA romand en sociologie, université de Neuchâtel.
- Fibbi, R., Bolzman, C., Vial, M. (1999). La précarité, un aller-retour pour les migrants âgés ? In Bolzman, C. et Tabin, J.-P. (éd.), *Populations immigrées : quelle insertion ? Quel travail social ?*. Genève et Lausanne, Éditions IES et EESP.

- Gaillard, A.M. & Gaillard, J. (1999). *Les enjeux de migrations scientifiques internationales. De la quête du savoir à la circulation des compétences*. Paris, L'Harmattan.
- Gohard-Radenkovic, A. (2004 [1999]). *Communiquer en langue étrangère. De compétences culturelles vers des compétences linguistiques*. Berne : Peter Lang.
- Gohard-Radenkovic (2000). « L'étudiant étranger et ses compétences culturelles : la formation à l'interculturel en question(s) ». *Éducation et sociétés plurilingues / Educazione e società plurilingue*, n° 9, 33-43.
- Gohard-Radenkovic, A. (2013). « Politique de rétention au Canada : écarts entre logiques des acteurs de l'institution et logiques des étudiants étrangers en situation de transition. In Hauser, C., Milani, P., Pâquet, M. et Skenderovic, S., *Sociétés de migrations en débat. Québec-Canada-Suisse. Approches comparées*. Québec et Porrentruy : Presses de l'université Laval / Société jurassienne d'émulation (97-112).
- Gohard-Radenkovic, A., Veillette, J. (2015). Article introductif. Nouveaux espaces dans de nouvelles logiques migratoires ? Entre mobilités et immobilités des acteurs. *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, 8, 19-46.
- Graber, M., Megard Mutezintare, C.L., Gakuba, T. (2009). *Le processus d'apprentissage des étudiants africains subsahariens dans les domaines de la santé et du social en Suisse romande*. Genève, Les Editions IES.
- Guissé I. (2010). *Migrations étudiantes africaines en Suisse : de la formation à l'insertion professionnelle. Les conditions d'une mobilité circulaire*. Thèse de doctorat, Département de Sociologie, Faculté des sciences économiques et sociales, université de Genève.
- Guissé, I., Bolzman, C. (2009). Les migrants africains dans le secteur de la santé en Suisse: de la « fuite des cerveaux » au « retour des cerveaux ». *Les politiques sociales*, 3-4, 45-60.
- Guissé, I., Bolzman, C. (2015). *Étudiants du Sud et internationalisation des Hautes écoles. Un parcours de combattant vers la qualification et l'emploi*. Genève, Éditions IES.
- Held, D. and McGrew, A. (Eds.) (2000). *The Global Transformations*. Cambridge, Polity.
- Keller-Gerber, A. (2009). Le récit de vie, un récit initiatique révélateur d'un double processus de médiation. Le cas d'étudiants africains dans le contexte fribourgeois. In Gohard-Radenkovic, A. et Rachedi, L. (ed),

- Récits de vie, récits de langues et mobilités : nouveaux territoires intimes, nouveaux passages vers l'altérité.* Paris : L'Harmattan.
- Keller-Gerber, A. (2010). *De narrateur à médiateur. Stratégies d'adaptation d'étudiants africains dans le contexte fribourgeois.* Saarbrücken : Editions universitaires européennes.
- Langevin, A. (1997), « Déstabilisation des temps sociaux et précarisation des statuts » in Appay, B., Thébaud-Mony, A. (éd.), *Précarisation sociale, travail et santé.* Paris, Iresco.
- Marini R.M. (1972), Dialéctica de la dependencia: la economía exportadora. *Sociedad y Desarrollo*, 1, 35-52.
- Merçay, C., Burla, L., Widmer, M (2016). *Personnel de santé en Suisse. État des lieux et projections à l'horizon 2030.* Rapport 71. Neuchâtel : OBSAN.
- Murphy-Lejeune E. (2000). Mobilité internationale et adaptation interculturelle : les étudiants voyageurs européens. *Recherche et formation*, 33, 11-26.
- Murphy-Lejeune E. (2001). *Student Mobility and Narrative in Europe: The New Strangers.* Londres, Routledge.
- ODM (2013). *Statistiques sur les entrées en Suisse en 2012.* Berne, Office fédéral des migrations.
- OFS (2005). *Situation sociale des étudiant-e-s 2005,* Neuchâtel, Office fédérale de la statistique.
- Papatsiba, V. (2003). *Des étudiants européens. « Erasmus » et l'aventure de l'altérité.* Berne, Peter Lang.
- Perez, S., Bolzman, C. (2002). Les échanges Erasmus en Suisse. *Revista Diálogo Educacional*, Curitiba, 3(7), 145-164.
- Stassen, J-F., Atzamba, H., Joos, N., Rinaldi, J-M. (2005), *Étudiants 2004.* Observatoire de la vie étudiante, université de Genève.
- UNCTAD, (1974) *The Reverse Transfer of Technology: Economic Effects of the Out Flow of Trained Personnel from Developing Countries,* Genève: CNUCED.
- Urry, J. (2000). *Sociology Beyond Societies: Mobilities for the Twenty-first Century.* New York et Londres, Routledge.
- Wickramasekara, P. (2003), Les options politiques en réponse à la migration des compétences : rétention, retour et circulation, *Perspectives des migrations du travail*, 5F, Genève : BIT.